

PIERRE-HENRI BUNEL

# MES SERVICES

Souvenirs d'un agent de l'ombre

# SECRETS

Flammarion

## CHAPITRE 15

# Pas de chaîne du renseignement au Ruanda

Mes aventures sénégalaises s'étaient déroulées en janvier 1995. À cette époque-là, j'avais déjà compris que l'Afrique noire était un domaine très particulier où le renseignement militaire rigoureux et objectif n'avait pas vraiment sa place. L'environnement des affaires gouvernementales en Afrique ressemblait à un vieux marigot putride aux eaux glauques déjà occupées par de vieux crocodiles pervers et avides. La coopération militaire avait soin de ne rien voir de ce qui se tramait sous la surface calme des eaux noires des relations intergouvernementales. Les missions des militaires duraient quatre mois, parfois six, et rarement un an. Le seul rôle des forces françaises prépositionnées dans nos anciennes colonies était d'assurer une stabilité forcée, propice aux trafics variés des affairistes les plus divers.

## Une « cécité » complice

Avec la création de la Direction du renseignement militaire, l'appétit de ce nouvel organisme s'étendit au continent noir, d'autant plus que nombre de militaires qui œuvraient à la sous-direction exploitation de la DRM avaient servi là-bas comme légionnaires ou sous l'ancre des troupes de marine. Les aviateurs et les marins du renseignement militaire n'avaient rien à envier à leurs collègues de l'armée de terre en matière de connaissance de l'Afrique. Les secrets de la coopération civile et militaire n'en étaient plus pour eux. Les allers et retours de sommes pharamineuses qui s'évaporaient entre le départ de France et l'arrivée aux destinataires des savanes et des Sahel ne les étonnaient plus. En échange de leur cécité souvent volontaire, ils avaient droit à retourner de temps en temps en poste de coopération ou en missions dites « tournantes ». Alors, payés en solde à l'étranger — c'est-à-dire plus de deux fois le montant de leur solde de France et pratiquement non imposables sur la différence — ils « faisaient des annuités ». C'est-à-dire qu'une année passée là-bas comptait deux annuités pour leur retraite... Et comme les pays où ils allaient exercer leur art étaient d'anciennes colonies, on y parlait français, et les militaires européens y jouissaient encore d'une autorité qui n'était pas sans rappeler le « bon vieux temps ». Alors que les gens du monde du renseignement vont en mission à l'étranger, ces abonnés de l'Afrique partaient en « séjour outre-mer », selon leur expression, ou même « en tour outre-mer » parce qu'on avait droit aux indéniables avantages chacun à son tour...

Mais la création de la Direction du renseignement militaire eut un effet pervers. Compte tenu de son mandat, on ne pouvait pas la maintenir complètement à l'écart du continent africain. Or les gens qui servaient dans cet organisme nouveau ne venaient pas forcément du sérail que je viens de décrire. Nombre d'entre eux savaient ouvrir les

yeux et se poser des questions. Ils y trouvaient même parfois des réponses, et celles-ci empestaient en général les remugles nauséabonds des trafics mêlant les intérêts occultes et communs des acteurs politiques et économiques. Eux étaient loin de cautionner ce qu'ils pouvaient voir, et il fallait sans cesse leur rappeler que leurs observations étaient couvertes par le « secret défense ». Autant dire que l'état-major redoublait de prudence dans le choix des personnes qu'on envoyait en mission en Afrique au titre de la Direction du renseignement militaire. Il fallait des individus qui acceptent que ce qui ne relevait pas strictement de la mission de renseignement militaire, c'est-à-dire sur ce qui travaille en kaki ou en camouflé, ne les regardait pas. Le suivi de l'ivoire, de l'or, des diamants, le commerce des armes, des mines antipersonnelles, tout cela n'avait rien de militaire, malgré les apparences. Des coopérants douaniers étaient présents sur place pour suivre ce genre de choses.

Bref, si on voulait revenir au soleil de temps en temps pour quitter l'Europe et ses camps froids ou ses Balkans meurtriers pour les Casques bleus, il fallait savoir ne rien voir de ce qui pouvait gêner les réseaux en place. Et surtout ne rien en dire.

## Le marigot ruandais

Les Tutsis, moins nombreux mais plus éduqués que les Hutus, avaient dirigé le Ruanda jusqu'en 1961. La dynastie Tutsi Niyginya régna en fait jusqu'à la proclamation de la république par les Hutus en 1962. La puissance coloniale belge depuis 1916, militaires et missionnaires en tête, avait contribué à aiguïser les antagonismes traditionnels entre Hutus et Tutsis. Elle avait d'abord misé sur l'élite tutsi. Ensuite, l'administration coloniale, notamment sous l'influence du clergé flamand, avait travaillé à la promotion des Hutus. Les guerres entre Flamands et

Wallons avaient ainsi eu des répercussions en Afrique avant d'avoir pour conséquence le quasi-éclatement actuel de la Belgique.

Au moment de l'indépendance, en 1962, la République hutu avait chassé les notables tutsis du pays. Un an plus tard, le régime de Kigali avait reconduit une épuration qui avait fait près de vingt mille tués et entraîné un nouvel exode de Tutsis vers l'Ouganda, le Zaïre, le Burundi et la Tanzanie. La moitié de la population tutsi avait ainsi émigré vers l'étranger.

En juillet 1973, après dix ans de balbutiements politiques, Juvénal Habyarimana prit le pouvoir à l'issue d'un coup d'État militaire. Il administra le pays d'une main de fer, mais les Tutsis de la diaspora préparaient leur revanche. Abrisés dans des pays souvent anglophones, ils avaient créé au Kenya, en 1979, la Rwandese National Union (Ranu), dominée par les Tutsis. Elle se transforma plus tard en Front patriotique rwandais (FPR), basé en Ouganda. Ces réfugiés ruandais n'étaient pas tous les bienvenus dans ce pays anglophone qui en expulsait régulièrement vers leur pays d'origine. En 1982, le Ruanda ferma sa frontière avec l'Ouganda afin de mettre un terme à ce retour.

Au mois d'août 1990, le gouvernement hutu de Kigali se trouva aux prises avec des mouvements de Tutsis qui semaient le trouble. Bien peu de Français entendirent parler de cette affaire tant les bruits de bottes du golfe arabo-persique dominaient la cacophonie des relations internationales. Au mois d'octobre 1990, le Front patriotique ruandais, mouvement composé d'émigrés tutsis, attaqua sur la frontière nord depuis l'Ouganda « pour porter secours aux frères maltraités par le régime hutu ». Ce fut le début d'une guerre civile qui, en trois ans, fit des dizaines de milliers de morts. À la demande de l'ONU, des troupes françaises, belges et zaïroises intervinrent pour tenter de rétablir le calme. Ce fut l'opération Noroît que tout le monde a oubliée de nos jours. Au contraire des

Belges, les Français restèrent sur place après l'évacuation des ressortissants étrangers.

## La France est très engagée au Ruanda

Le gouvernement français mit en place des conseillers techniques pour tenter de trouver une solution à la crise qui couvait depuis fort longtemps. En juillet 1975, sous la présidence de M. Giscard d'Estaing, la France avait signé un accord particulier d'assistance militaire avec le Ruanda qui avait permis le déploiement de conseillers français. Lesquels n'étaient pas tous militaires, loin de là. Les officines gouvernementales chargées de la coopération en Afrique mirent en place des équipes de spécialistes, disposant de passeports de service ou de passeports diplomatiques, qui noyautèrent les points clés du gouvernement hutu. Mais il semble bien que ces spécialistes d'on ne savait pas trop quoi n'aient pas pu ramener le gouvernement de Kigali à des conceptions du rôle de l'exécutif compatibles avec celles généralement admises dans nos pays en matière de démocratie, de droits de l'homme et d'action humanitaire. Nos phantasmes occidentaux, prétextes officiels d'action, n'étaient manifestement pas en phase avec la façon ruandaise de traiter la politique. Il devenait donc de plus en plus difficile de justifier la présence française au Ruanda, au cas où l'opinion publique internationale viendrait à découvrir les réalités de la vie locale.

Les troupes françaises de l'opération Noroît quittèrent finalement le Ruanda en 1993, pour laisser la place à une mission des Nations unies, la MINUAR. En 1994, la situation s'aggrava encore, faute de terrain d'entente entre les factions. Le 6 avril 1994, un sommet régional se réunit à Dar es-Salaam en Tanzanie, pour tenter de débloquer la situation. Au retour de ce sommet, l'avion ramenant les présidents du Rwanda et du Burundi, Juvénal Habyari-

mana et Cyprien Ntaryamira, s'écrasa dans les jardins de la présidence, détruit par un attentat perpétré au moyen de missiles antiaériens à très courte portée. Dès le lendemain, les massacres commencèrent sur une grande ampleur. Les milices Interahamwé, progouvernementales, se déchaînèrent contre les Tutsis et les Hutus modérés.

Devant le débordement de la situation, les gouvernements français et belge lancèrent du 9 au 17 avril 1994 l'opération Amaryllis pour évacuer leurs ressortissants encore présents dans le pays. La famille et certains fidèles du président Habyarimana furent aussi mis à l'abri à Paris, *via* Bangui en République centrafricaine.

Les massacres prirent une telle ampleur que le haut commissaire des Nations unies pour les droits de l'homme, au retour d'une visite à Kigali les 11 et 12 mai, prononça pour la première fois le mot de génocide à propos du Ruanda. Les efforts du Conseil de sécurité pour rétablir la paix restèrent infructueux. Alors, le 22 juin, sur proposition de la France, la résolution 929 du Conseil de sécurité autorisa une intervention armée humanitaire au Ruanda pour une durée de deux mois afin de protéger les civils et d'assurer la distribution de l'aide humanitaire. C'est ainsi que commença l'opération Turquoise.

### Une vérité moins limpide qu'on peut le penser

En principe, l'affaire ruandaise ne me concernait pas directement, en ce sens qu'elle n'avait apparemment pas de liens avec le Proche-Orient ou le monde musulman. L'hôpital général de Kigali avait bien été offert par l'Arabie Saoudite, mais rien ne laissait penser que l'islam pût avoir quelque impact que ce fût dans la crise. Les commentateurs y voyaient plutôt un conflit entre anglophones et francophones dans la région dite « des Grands Lacs ». Et puis tout le monde se focalisait sur l'horreur du génocide. Mais, à cette époque, le manque d'effectifs à

l'état-major de la FAR était si cruel que j'eus à traiter de cette nouvelle opération humanitaire qui me passionnait fort peu au départ.

Il faut toujours se pencher sur l'histoire d'une région pour comprendre comment on en est arrivé à une situation de crise. Non pas pour répéter les erreurs de l'histoire, mais pour éviter de choisir des solutions manifestement inapplicables. Or, de toutes les données de l'histoire, la géographie est la seule qui ne change pas. Et la géographie, c'est toujours de la terre, de l'eau et surtout des hommes. En étudiant le Ruanda, je découvris qu'une fois de plus on nous présentait la guerre civile qui s'y déroulait sous un jour manichéen : une fois de plus, les bons et les mauvais s'entretuaient, et il fallait aller faire œuvre humanitaire pour le bien des hommes.

La réalité était un peu plus compliquée, parce que ceux qui étaient les bons pour les Français de l'opinion publique, les Tutsis, n'étaient pas forcément les bons pour nos chefs puisque le gouvernement français était fortement impliqué aux côtés des Hutus. Et surtout, il y avait une ethnie dont personne ne parlait et qui souffrait depuis des générations sous la botte des autres : les Twas dont il ne restait pratiquement qu'une tribu, les Batwas. Seulement, il était hors de question d'en parler, et encore moins de parler des Hutus modérés qui avaient subi le même sort que les Tutsis sous la cravache implacable des milices Interahamwé et des forces armées ruandaises. Il ne fallait pas compliquer les choses pour éviter que l'opinion publique française se pose des questions, et en pose aux dirigeants français.

À nouveau le schéma simpliste bipartite à but de manipulation médiatique était battu en brèche par la réalité du terrain. Lorsque je fis cette objection à des stratèges de la DRM, on me répondit que les Twas ne représentaient que un pour cent de la population ruandaise, donc étaient négligeables. Mais, moi, je ne pourrais jamais me faire à l'idée que des êtres humains soient négligeables, même

s'ils sont peu nombreux. En outre, accepter le chiffre de *un pour cent* dans un pays qui ne recense pas me paraissait une escroquerie. Les gouvernements, qu'ils soient hutus ou tutsis ont toujours tenté d'éliminer les Twas qu'ils considèrent comme des parias et des sous-hommes. Raison de plus pour ne pas entrer dans ce jeu.

Les Batwas sont bien en cours de disparition officielle et cela par des artifices simples. Opprimés depuis des générations, ils n'ont pas accès au peu d'éducation qui se dispense dans le pays. On les maintient dans le cercle vicieux de la paupérisation en les empêchant de se marier. Pour pouvoir s'unir, il leur faut en effet payer un minimum d'impôts. Faute de revenus, ils ne les paient pas, donc ne peuvent convoler. Faute d'être mariés, impossible d'avoir d'enfants légitimes, et, faute de légitimité, les enfants ne peuvent hériter de leurs parents le peu de biens que ceux-ci parviennent à leur léguer. Les enfants illégitimes n'ayant pas d'existence légale, ils n'ont pas la citoyenneté ruandaise. Et ne sont donc pas pris en compte par les recensements. CQFD.

Lorsque, par hasard, il s'en tue quelques-uns, il n'y a, en général, pas de poursuite parce que le fait divers se produit dans une « colline » bien loin de toute voie de communication, dans ces écarts où on maintient par la peur les pauvres « intouchables » hors de la portée de l'aide des missionnaires. Heureusement pour les Batwas, bon nombre de Ruandais sont de braves gens qui ne souscrivent pas aux monstruosité qu'ont commises et continuent de commettre les maîtres de Kigali quels qu'ils soient. Seulement, en fait d'action pour le bien des hommes, il me paraîtrait judicieux de se pencher sur le sort des Twas qui restent au Ruanda, plutôt que de continuer à soutenir les Tutsis, nouveaux maîtres de Kigali, contre le reste de la réalité ruandaise. Aussi monstrueux que les dirigeants politiques hutus soutenus pendant des décennies par les gouvernements français, ils massacrent à leur tour les Batwas plus nombreux que ne le disent les

chiffres officiels. Seulement, si l'on se place du côté des Twas, il n'est plus question de faire fortune politique et personnelle en vendant des armes et des mines antipersonnelles, en trafiquant sur des gisements de pétrole ou sur des diamants et de l'or. Alors, pourquoi les officines affairistes qui tiennent certains dirigeants par l'argent et les dossiers auraient-elles besoin d'y mettre de l'ordre ?

### **Des journalistes, oui. Des officiers de renseignement, non**

L'état-major de la force Turquoise commença à se constituer à Maisons-Laffitte. La cellule de crise Ruanda de l'état-major de la force d'action rapide se composait surtout d'éléments de logistique. La force devait être d'un volume de deux mille cinq cents hommes une fois déployée sur le terrain. Elle allait mettre en œuvre des créations nouvelles, issues de la réorganisation de nos armées provoquée par la guerre du Golfe. En particulier, nous assisterions pour la première fois à un déploiement d'éléments dépendant du tout nouveau Commandement des opérations spéciales, dit le « COS ».

Comme les Français ont l'art de faire du neuf avec du vieux, le Commandement des opérations spéciales réunissait en fait sous un seul commandement opérationnel les unités de commandos des armées de terre, de mer et de l'air, qui existaient depuis longtemps. Il comportait une composante qui avait encore du mal à se mettre en place et qui serait nouvelle dans nos armées, celle des affaires civiles et de la coopération civilo-militaire. Mais ce concept faisait appel à un style d'hommes qui n'avaient rien à voir avec des commandos parachutistes. Il faudrait insister pour faire entrer dans la tête des commandants des opérations spéciales que certaines de leurs actions relèveraient plus de la truelle et du niveau que du couteau entre les dents.

À côté de ces forces nouvelles qui ambitionnaient même de faire émettre une radio à destination des Ruandais vivants ou réfugiés dans la brousse, on trouverait pour conduire les opérations terrestres des unités d'infanterie normales, montées sur des véhicules adaptés à l'Afrique et qui connaissaient parfaitement leur métier. Il leur faudrait protéger les civils et les ONG qui les soutenaient.

Pour commander tout cela, un état-major se constituait autour du général Lafourcade. En principe, cet état-major devait comporter une chaîne de renseignement complète, renforcée par des unités spécialisées venant de la brigade de renseignement et de guerre électronique de l'armée de terre située à Metz. Le chef de détachement de ces unités de renseignement était mon excellent camarade Georges Fusil que je connaissais depuis Saint-Cyr. Je me faisais une joie de travailler avec lui puisque j'avais appris que je serais de l'expédition avec un lieutenant-colonel de notre bureau renseignement de Maisons-Laffitte. Nous ferions à coup sûr un trio efficace.

Nous bénéficions de moyens adaptés à la mission, mais sans redondance. En effet, il fallait projeter nos éléments fort loin, et le poids est l'ennemi des budgets lorsqu'il s'agit de transport aérien. Nous partions en particulier avec un système de transmissions informatisé qu'on appelait le SAFARI, acronyme de Système Automatisé de la FAR en Intervention. Ce système mettait en relation téléphonique chiffrée, et donc capable de transmettre des communications secrètes, deux ordinateurs, en utilisant des moyens téléphoniques de toutes natures, y compris satellitaire commercial comme l'Inmarsat. On pouvait ainsi envoyer et recevoir de façon sûre des messages textes mais aussi des images, que ce soient des cartes ou des photographies. Les opérateurs qui allaient partir étaient très expérimentés. Ils avaient utilisé leur matériel en Somalie à la grande satisfaction de tout le monde. Nous pourrions, avec ce système, communiquer des renseignements sensibles de façon rapide et précise à Maisons-Laf-

fitte ou à la cellule de crise sur le Ruanda qui avait pris ses dispositions de guerre au sous-sol du ministère de la Défense, boulevard Saint-Germain à Paris.

C'est là que se tenait le centre opérationnel des armées d'où le chef d'état-major des armées commandait toutes les opérations en cours conduites par nos forces. Il y avait une grande salle, qu'on appelait la « fosse », où opéraient en permanence notamment une cellule de crise Moyen-Orient et une cellule de crise Yougoslavie.

La cellule de crise pour le Ruanda, qui devait avoir une durée de vie n'excédant pas deux mois, s'installa dans des bureaux équipés de tous les moyens téléphoniques nécessaires. Ces bureaux étaient situés hors de la « fosse », toujours au sous-sol du ministère, mais dans une zone plus calme et plus discrète. Dans l'un de ces bureaux, notre cellule informatique mit en place un terminal SAFARI, qui devait nous lier avec le Ruanda.

Quelques jours avant de décoller pour le Ruanda, le chef du bureau renseignement nous annonça que l'autre officier supérieur et moi-même ne partions plus. Ordre de l'état-major des armées : il était inutile d'envoyer des officiers de renseignement là-bas. Le colonel Fusil, de la Brigade de renseignement et de guerre électronique, ferait parfaitement l'affaire. Nous apprîmes aussi que d'autres équipes avaient été « débarquées » pour... laisser la place à des journalistes !

En revanche, nous irions renforcer la cellule de crise sur le Ruanda à l'état-major des armées à Paris. Cette perspective ne me déplaisait pas. Je pourrais ainsi voir de près les dessous cachés du commandement de nos armées lors d'une crise. J'espérais comprendre quelques incohérences apparentes qui m'avaient frappées lors de la guerre du Golfe. Il nous était parfois arrivé de penser que les réalités de Paris étaient bien loin de celles du terrain.

Mais la priorité aux journalistes donnait le ton de l'opération. Il faudrait « jouer la transparence » et, pendant la durée de cette intervention, tout faire pour que les opi-

nions publiques puissent être persuadées que la France intervenait bien dans un but humanitaire. Or qui pouvait bien être crédible ? Sûrement pas la voix gouvernementale. Depuis longtemps, les Français se méfiaient de ce qu'elle disait. La presse, elle, serait écoutée puisque réputée indépendante. De même que CNN avait eu la guerre du Golfe pour étendre son réseau au monde entier, de même la chaîne de télévision française LCI, La Chaîne Info, allait avoir « sa » guerre pour se lancer...

Délibérément, le commandement français avait réduit la fonction renseignement au strict minimum : en l'absence de cellules d'analyse et de synthèse, les militaires se contenteraient de transmettre des éléments d'information à l'état-major des armées, et cela semblait largement suffire aux besoins de ceux qui depuis la France téléguidaient l'opération Turquoise. De leur côté, les télévisions informeraient les Français suivant une savante manipulation. Tout serait donc pour le mieux dans le meilleur des mondes.

Toutefois, il faut rester honnête : la Direction du renseignement militaire serait présente au PC de la force à Goma. L'organisme de renseignement avait envoyé un officier de marine spécialiste de la zone. Lieutenant de vaisseau, il n'était pas assez gradé pour tenter de prendre des prérogatives, et pourrait servir d'opérateur radio pour adresser des demandes de renseignement à Paris pour le compte du général Lafourcade. On ne risquait pas de le voir poser des questions embarrassantes ou, pire, d'y apporter des réponses. D'ailleurs, son premier message fut d'ordre logistique : il venait à peine d'arriver à Goma qu'il demanda à Paris qu'on lui envoie d'urgence... une trousse de toilette avec de quoi se raser et se laver. Sans doute n'avait-il pas compris qu'on part à la guerre avec de quoi vivre en autarcie. Il devait croire qu'une base interarmées de théâtre est équipée de bains-douches, de magasins et autres installations de confort. Avec de tels héros de la vie en campagne, on pouvait être sûr que la chaîne renseigne-

ment de l'opération ne se mêlerait pas des mystères du pays.

### Quelques semaines surprenantes

En arrivant à l'état-major des armées, je me présentai au gendarme qui filtrait l'entrée. Les formalités nécessaires au franchissement du sas prirent deux minutes, parce que je disposais d'un laissez-passer permanent pour accéder au ministère. Je me rendis à la cellule de crise Ruanda où je retrouvai deux lieutenants-colonels que je connaissais bien. Ils m'accueillirent avec plaisir, parce que, lorsqu'une opération se déclenche au début de l'été, on peut être sûr qu'elle va mettre en pièces de nombreux projets de vacances. Nous étions le mercredi 22 juin 1994 et le mois de juillet devait voir partir en permissions la première vague d'officiers pères de famille travaillant à l'état-major des armées. Personnellement, mes vacances étaient prévues pour le mois d'août. Je disposais donc de temps pour me tourner.

Vu de l'intérieur de l'état-major des armées, par un officier venant de l'extérieur du « saint des saints », le spectacle ne manquait pas de singularité. En fait, notre cellule était regroupée dans un bureau d'une trentaine de mètres carrés. Il y avait un chef de cellule, qui était censé coordonner le travail des personnes qui œuvraient là. En réalité, chacun savait ce qu'il avait à faire. À ma droite travaillait un capitaine d'aviation ayant pour tâche de suivre les mouvements des appareils militaires en étant en contact avec eux. Il travaillait avec un téléphone classique relié par des réseaux d'intégration radio-téléphone. Avec ce système, il pouvait appeler les tours de contrôle mais aussi les divers appareils en vol.

Il y avait aussi un officier de la DRM qui venait préparer la fiche pour le point de situation quotidien et vespéral au ministre de la Défense. Les renforts venus de la FAR se

relevaient chaque jour à 8 heures du matin. Notre quart durait vingt-quatre heures, et notre tâche a consisté pendant une partie de l'opération à tenir à jour la situation des effectifs engagés sur le terrain. Un jour viendra où la vérité sortira du puits, mais j'ai été surpris par un certain nombre de choses à propos de cette affaire.

Il faut se rappeler, pour mieux comprendre la situation, que la France était alors dans cette situation paralysante qu'est la cohabitation politique. Le président de la République était François Mitterrand, arrivé au pouvoir en utilisant le parti socialiste, et le Premier ministre était Édouard Balladur, appartenant au Rassemblement pour la République, mouvement se déclarant gaulliste de droite.

### Où l'état-major prend quelques libertés avec les chiffres

Le ministre de la Défense avait fixé le nombre maximal de participants à l'opération à deux mille cinq cents militaires français. L'amiral chef d'état-major venait souvent dans notre salle en fin d'après-midi pour vérifier si la fiche de la DRM et les transparents relatifs aux opérations étaient prêts et lui convenaient. Le déploiement par voie aérienne d'une telle force vers des pays éloignés où l'on ne s'est pas rendu depuis longtemps réserve toujours des surprises. C'est ainsi qu'il fallut déployer plus de gens que prévu sur les plates-formes aéroportuaires où nos avions faisaient escale. Je préparais les documents qui rendaient compte du déploiement de nos forces en recoupant les informations des escales de Libreville au Gabon, Douala au Cameroun, Bangui en République centrafricaine, Kisangani au Zaïre et Goma à la frontière du Zaïre et du Ruanda.

C'est avec ces données, que je collectais pendant une partie de l'après-midi et que je vérifiais une fois que mon document était prêt à être tiré au propre, que j'établissais

une carte sur transparent et ses tirages en couleurs sur papier. Le transparent était projeté devant le ministre, et les tirages sur papier destinés aux dossiers de l'amiral et de certains généraux de l'entourage du ministre. Au bout de quelques jours, toutes les troupes de l'opération Turquoise étaient en route.

La situation sur les plates-formes aéroportuaires était plus mauvaise que ne le pensaient les planificateurs du boulevard Saint-Germain. À cause de cela, il avait fallu renforcer les équipes au sol sur les aéroports d'escale, et le nombre des aviateurs engagés au titre des bases de transit s'avérait beaucoup plus élevé que prévu. Cette situation n'était appelée à durer que quelques jours. Une fois que le déploiement serait fini, on pourrait ramener l'effectif de « basiers » à ce qui était prévu initialement et qui suffirait pour assurer le transit du flux logistique de l'opération Turquoise.

Un après-midi, je venais de finir de préparer mon transparent quotidien quand l'officier chargé de vérifier mon travail entra dans le bureau. Il vint se pencher sur mon épaule et examina le brouillon que j'allais faire tirer au propre par le service de reprographie. Il contrôla le cartouche de la carte qui récapitulait le nombre total de l'effectif déployé. C'est vrai que le nombre d'hommes était plus près de deux mille huit cents que de deux mille cinq cents. Manifestement, cela aurait pu contrarier notre chef. Je pense qu'il savait parfaitement qu'on ne pouvait pas faire autrement, mais il ne souhaitait visiblement pas annoncer au ministre ce petit dépassement temporaire des effectifs. Autant dire qu'il avait préféré une réalité peu édulcorée plutôt qu'une explication sincère et motivée avec le ministre. Histoire de ne pas perdre de temps et d'éviter des questions ou des demandes de précisions embarrassantes. En effet, l'opération Turquoise promettait d'être plus chère que prévu, et le déploiement, même temporaire, de plus d'hommes qu'initialement décidé représentait un nouveau surcoût.

Ce dépassement des effectifs mettait aussi en évidence que les études préliminaires conduites par l'état-major des armées et la délégation aux affaires stratégiques n'avaient pas forcément pris en compte toutes les données avec le réalisme dont elles auraient dû faire preuve. Supposons que le président de la République, lors d'un conseil restreint ou durant le Conseil des ministres ait souligné ce fait, cela aurait provoqué la réprobation du ministre. Et sa vindicte serait retombée sur les militaires.

C'est pourquoi mes supérieurs préférèrent éviter un éventuel conflit et on m'ordonna de modifier les chiffres pour ramener le volume des forces déployées à environ deux mille deux cents hommes. Ce que je fis, bien sûr, mais en voyant à nouveau s'affaiblir ma confiance en la façon dont se décidaient les choses aux niveaux stratégiques... J'alternais à mon poste à la cellule « situation » avec un autre officier du bureau renseignement de la FAR qui reçut les mêmes consignes d'« autodiscipline comptable » et qui s'en souvient aussi bien que moi.

## Une opération au coût exorbitant

Il paraissait logique que le ministre de la Défense rechignât à voir s'accroître le budget de l'opération. La projection de nos forces allait nous coûter une fortune. La France s'engageait seule au Ruanda, dans un premier temps. Sans les Américains qui nous rejoindraient plus tard. Mais aussi sans avions de transport stratégiques gros porteurs à long rayon d'action. L'Airbus A380 n'était même pas encore à l'étude. Il nous aurait fallu réquisitionner — et louer fort cher — les Boeing 747 d'Air France, et, malgré cela, le temps de la projection aurait été rédhibitoire parce que leur capacité d'emport était insuffisante. Devant le coût de cette opération, les Français tentèrent d'emprunter des avions Galaxy aux Américains. Mais ce ne fut pas possible. Les Français tenaient absolument à

s'engager seuls au début de l'opération, et les États-Unis refusèrent donc de prêter leurs avions.

Alors notre gouvernement se résolut à se servir des avions gros porteurs... ex-soviétiques, les fameux Antonov 124. Les Russes étaient prêts à nous les louer pour beaucoup moins cher que les Américains. Mais, comme ils n'en avaient pas assez, ils avaient dû mettre l'Ukraine à contribution, les Russes se chargèrent de tout, en bons prestataires de service, fournissant les avions, russes et ukrainiens, les pilotes, russes et ukrainiens, et le chef de détachement. Officiellement, tout ce petit monde était civil, mais, en fait, les vieux réflexes soviétiques réapparurent très vite, et nos hommes qui virent agir le chef de détachement comprirent que la vieille hiérarchie de l'Armée rouge fonctionnait toujours. Le chef étant un ancien général ou colonel-général, les autres filaient doux. Mais ce que les Français n'avaient pas mesuré, c'est qu'ils avaient affaire à des Russes et équivalents. J'avais appris à les connaître pendant mes missions à l'ONU, et j'avais pu mesurer que ce sont de vrais orientaux. Je veux dire qu'ils ont un redoutable sens des affaires.

C'est ainsi que les avions ne purent jamais décoller avec la charge nominale, c'est-à-dire celle pour laquelle ils sont construits. Il y avait toujours une raison pour ne partir qu'avec quatre-vingts pour cent du tonnage. Le grand prétexte technique, c'était que l'air était trop chaud à l'arrivée et n'offrait donc plus assez de portance pour des avions à pleine charge. C'était idiot, puisqu'en fin de vol l'appareil a consommé plusieurs dizaines de tonnes de carburant et se trouve donc plus léger. Mais comme il n'y avait pas de concurrents aux Antonov, le Bureau de transport maritime, aérien et de surface, le BTMAS, ne put rien opposer au chef de détachement russo-ukrainien. Il fallut donc effectuer vingt pour cent de rotation en plus, et chacune étant évidemment facturée une fortune. Non content de se servir d'Antonov, le commandement français se trouva obligé aussi de louer des avions de transport Iliou-

chine 176 pour assurer le brouettage, c'est-à-dire le transport de charges plus réduites, entre Kisangani et Goma.

J'allais et venais entre les bureaux du BTMAS et le mien pour faire le point des mouvements des appareils afin de réaliser mon transparent quotidien sur l'évolution du déploiement de la force Turquoise. Un après-midi, je trouvai les officiers logisticiens effondrés. Je crus qu'un avion s'était écrasé. C'était presque pire : le chef de détachement russe ne voulait plus décoller. La réglementation de son pays concernant les pilotes civils prévoyait en effet qu'il leur fallait des jours de repos. Les Français s'étaient pourtant mis d'accord sur un rythme de repos conforme à celui de notre transport aérien militaire, donc les pilotes russes ne pilotaient pas plus de huit heures d'affilée, suivies d'au moins douze heures de repos. Le colonel-général civil restait intraitable : il fallait une pause à ses équipages. Il oubliait totalement que nombre d'avions à réaction russes des lignes intérieures volaient au gasoil au lieu du kérosène, et que les pilotes russes et ukrainiens étaient « payés au lance-pierre » sans considération de temps de repos. Chez eux, c'était cela ou le chômage... Là encore, il nous prenait pour des idiots. Et il avait raison puisqu'il obtint ce qu'il voulait : des billets de cent dollars dans les carnets de vol... Et en prime, ces observateurs attentifs de nos déplacements de troupes et de matériel se trouvaient aux premières loges pour informer les gouvernements russes et ukrainiens de nos petites affaires dans la région des grands lacs africains.

### Un dispositif prépositionné qui montre ses limites

On comprend donc que la perspective de voir le coût de l'opération s'envoler vers des sommets difficiles à imaginer mette en transe le ministre de la Défense. Le manque d'indépendance en matière de transport stratégique se faisait cruellement sentir. Et pourtant, cette opération montrait

une fois de plus combien cette capacité de projection militaire autonome était indispensable à notre politique internationale, notamment en Afrique.

Pour pouvoir conduire sa politique sur le continent noir, la France avait une stratégie censée reposer sur deux piliers : des forces prépositionnées aux points clés du continent et, depuis 1984, un corps d'armée léger mais doté d'une forte capacité de feux et d'intervention au loin : la force d'action rapide basée à Maisons-Laffitte.

Les forces prépositionnées comportaient un gros élément à Dakar, Les Forces françaises du cap Vert, un autre à Djibouti et, à mi-distance entre les deux, les Éléments français d'assistance opérationnelle stationnés en République centrafricaine. J'ometts à dessein les forces présentes au Tchad mobilisées par l'opération Épervier qui durait depuis des années. En principe, ces troupes auraient dû être capables de fournir des éléments d'intervention d'urgence à Goma, où elles auraient préparé l'arrivée des renforts venant de France. Mais ce fut impossible : les forces françaises stationnées en République centrafricaine étaient indispensables à maintenir un semblant de stabilité dans ce pays ruiné par la corruption et le sous-développement. Celles de Djibouti ne pourraient intervenir qu'avec des délais, quant à celles de Dakar, elles n'étaient en mesure de fournir que quelques avions de combat. Devant cette grave carence, le commandement dut faire appel à des troupes n'appartenant pas au dispositif français en Afrique. Pour tenter de sauver le concept de forces prépositionnées aux yeux du ministère des Finances, les stratèges du ministre de la Défense décidèrent de faire appel à un régiment venant... de l'île de la Réunion !

Cela ne trompa personne, et l'idée que le prépositionnement de troupes ne servait en fait qu'à maintenir l'ordre dans des pays où quelques réseaux d'affairistes avaient leurs intérêts particuliers et privés commença à effleurer l'esprit des comptables des deniers publics. En revanche,

le concept de force d'action rapide montra son adaptabilité et sa réactivité. Ses initiateurs et les hommes qui lui ont donné sa maturité peuvent être fiers de leur œuvre. Quant à ceux qui ont tué cette magnifique unité, dissoute en 1998, ils ont sacrifié un outil efficace de la souveraineté de notre pays.

### Le rôle curieux du « détachement spécialisé »

L'opération Turquoise durait depuis une quinzaine lorsque le Conseil de sécurité de l'ONU demanda des comptes à la France. Nos autorités élaborèrent alors une réponse extrêmement synthétique à la question posée. Elle détaillait le dispositif général, la composition de la force et les modes et lieux de déploiement. La note comportait au total quatre pages dont plus de la moitié traitaient des actions humanitaires en cours. Après tout, elles constituaient bien l'essentiel de la mission de la force.

Pourtant, un observateur averti aurait inmanquablement demandé une précision sur un certain détachement spécialisé. Fort de deux cent vingt personnes, c'est-à-dire pratiquement vingt-cinq pour cent de l'effectif total des éléments de combat, il disposait sur place de cinq hélicoptères alors que le groupement d'aviation légère de l'armée de terre n'en possédait que trois.

Il était normal que ce détachement soit qualifié de « spécialisé », puisqu'il appartenait au Commandement des opérations spéciales tout nouvellement créé. Le détachement du COS s'était déployé le premier à la frontière du Zaïre et du Ruanda, à Goma. Des avions militaires de transport C130 avaient acheminé ses premiers véhicules et son premier hélicoptère, et le reste avait suivi. Le 27 juin, c'est-à-dire cinq jours après le début de l'opération, il disposait de tout son personnel et de tout son matériel, alors que le 7 juillet, trois semaines après l'ordre de déploiement, les deux groupements de forces « conven-

tionnels » n'avaient que quatre-vingt-quinze pour cent de leur personnel et de leur matériel.

Il faut dire que ce détachement spécialisé ne reposa que sur nos moyens militaires nationaux de projection, lesquels suffirent largement à déployer ses équipes légères mais très efficaces. Elles ne souffrirent pas de l'imprécision artistique des équipages russes et ukrainiens, et le fait qu'on leur donne une telle priorité laissait penser que leur tâche était elle-même prioritaire. Leur mission différait sensiblement de celle des deux autres groupes de forces. Manifestement, le détachement du COS n'avait rien à voir avec quelque action humanitaire que ce fût, puisque au bout de trois semaines il rentra en France alors que la mission battait son plein.

Lors de mon premier jour de service à la cellule de crise Ruanda, j'entendis le capitaine d'aviation qui suivait la projection des moyens aériens parler au téléphone. Il donnait des indications techniques au pilote du Mystère 20 du Commandement de la force aérienne de projection en approche de la piste de Goma. Le petit avion de liaison effectuait une reconnaissance de cet aéroport du sud du Zaïre afin d'évaluer si sa piste était en mesure d'accueillir des avions gros porteurs comme les Antonov. Les premiers éléments du COS étant arrivés quelques heures avant les aviateurs, je fus étonné d'entendre la conversation :

— Attention au moment du poser. Vous avez deux gros trous à l'endroit où les roues touchent. Alors, ou bien vous prenez bien à droite de la piste, ou alors vous vous posez vingt mètres après les marques de début de roulage.

Le Commandement des opérations spéciales avait un bureau à part, à l'accès soigneusement filtré, tout proche de nos salles Ruanda. Le général commandant le COS passait assez souvent au « bureau du COS » où œuvrait le lieutenant-colonel « Norbert ». Comme il avait servi au 1<sup>er</sup> régiment parachutiste d'infanterie de marine, on continuait à l'appeler par le pseudonyme qu'on lui avait

attribué dans cette magnifique unité. Ayant fait sa connaissance au Cambodge, je le revis avec plaisir. Je ne voulais pas me mêler des missions particulières de son détachement, mais comme je faisais un peu partie du « club », je pus me permettre de poser la question fatidique.

— Les gars du COS se sont bien posés à Goma, avec les C130 ?

— Oui, pourquoi ? Les aviateurs ont un problème ?

— Non, mais le capitaine aviateur de notre cellule a signalé des trous dans la piste.

— C'est possible, mais les aviateurs connaissent. Nos gars n'ont pas grand-chose à en faire, ils ne sont pas lâbas pour ça.

— Ah bon ! ils ne sont pas en reconnaissance pour le dispositif Turquoise, alors ?

— Non, pas du tout. Pourquoi, ça pose un problème, les trous ?

— Oui pour les Antonov. Et comme je retourne à la FAR demain, je signalerai la question pour savoir s'il ne faut pas demander le déploiement d'un élément du 15<sup>e</sup> RGA pour « poser des rustines », c'est tout. Je voulais savoir si tu avais déjà signalé le fait, pour éviter un doublon.

— T'es sapeur, d'origine, pour connaître le RGA ?

— Non, mais j'ai quelque culture militaire...

C'est ainsi que je compris que, si le COS envoyait un détachement, ce n'était pas pour y conduire des reconnaissances au profit de toute la force. S'il s'était agi d'une mission normale de renseignement, par exemple à partir de caches enterrées, on aurait déployé des équipes du 13<sup>e</sup> régiment de dragons parachutistes. Donc, le COS partait pour autre chose. Avec des hélicoptères en nombre et de quoi faire le coup de feu. Il allait participer, à coup sûr, à une *opération dans l'opération*.

## Le poids de l'incohérence

Le sous-groupe *spécialisé* s'était installé à Bukavu, au sud du lac Kivu, au Zaïre, un peu à l'ouest du sous-groupe de forces SUD. Celui-ci opérait depuis Cyanugu, également près de la frontière mais du côté ruandais. Avec ses hélicoptères, le chef du détachement du COS pouvait aller rapidement à Goma afin de rendre compte discrètement de ses activités au commandant de l'opération, mais, surtout, il disposait à Bukavu de moyens de transmissions qui le reliaient directement à la France. Le fait d'avoir son PC « loin du bon Dieu » lui laissait une grande liberté d'action, en dehors de ses contacts périodiques avec le général. Ainsi, sur le terrain, il y avait la même séparation entre le COS et l'état-major de l'opération que celle que l'on observait à Paris entre la cellule de crise Ruanda et le bureau du COS.

Le sous-groupe NORD se livra à des opérations de reconnaissance puis s'installa à Kibuye, sur la rive droite du lac Kivu et à mi-distance de ses pointes nord et sud. Le sous-groupe SUD conduisit une opération de protection des réfugiés. La situation était assez confuse parce que, depuis plusieurs mois, les Tutsis étaient la cible des exactions du gouvernement hutu de Kigali, partageant leur sort avec les Hutus modérés que les extrémistes des milices Interahamwé considéraient comme des traîtres. De nombreux Tutsis ignoraient tout de l'offensive que conduisaient les Tutsis du Front patriotique ruandais depuis l'Ouganda et qui se développait lentement mais sûrement vers Kigali, au centre du pays, ainsi que vers le Burundi au sud du Ruanda.

Nombre de Tutsis opprimés du Ruanda pensaient que les bruits de combats qu'ils entendaient signifiaient pour eux de nouvelles atrocités des Forces armées ruandaises et des milices Interahamwé. Errant dans les forêts depuis des mois, ils se jetèrent dans les bras des forces françaises. Pour organiser leur recueil, et en raison des accrochages

de plus en plus fréquents entre nos forces et celles des Tutsis venus d'Ouganda emportés par leur élan, les forces françaises organisèrent une « zone humanitaire sûre » réservée à l'accueil des civils menacés par la guerre acharnée que se livraient les factions armées.

La défaite des forces gouvernementales hutus entraîna la fuite des anciens dirigeants hutus qu'il fallut aussi accueillir. Mais comme il était impensable d'abriter les Hutus, civils et anciens dirigeants, dans la zone humanitaire sûre déjà remplie de réfugiés qui avaient souffert de leurs exactions, on dut organiser un camp de réfugiés ailleurs. À Goma, près de l'aérodrome, on pourrait installer un camp et le ravitailler. Ce fut fait, et ce camp se remplit à toute vitesse. Rapidement, l'épidémie de choléra fit ses ravages, et l'on se souvient des images d'horreur des militaires français obligés d'enterrer les cadavres avec des engins de terrassement.

Peu à peu, les Tutsis se mirent à quitter la zone humanitaire sûre pour essayer de reprendre une vie normale. Vers le 20 août, les Français passèrent cette zone en compte à une force des Nations unies, et l'on vit les civils hutus, devenus à leur tour en quelques semaines des opprimés, venir se mettre à l'abri des représailles des Tutsis, nouveaux maîtres de Kigali.

Si l'on se souvient des événements d'avril 1994, les Français et les Belges avaient évacué leurs ressortissants au cours de l'opération Amaryllis. Pourtant, je puis témoigner qu'au début de Turquoise les autorités militaires françaises espéraient bien que le gouvernement hutu ne se débanderait pas. En février 1993, déjà, les Tutsis du Front patriotique ruandais, invoquant la poursuite des tueries perpétrées par le gouvernement de Kigali contre les Tutsis ruandais, avaient déclenché une offensive armée, une de plus, stoppée au nord de Kigali grâce à l'appui français. De sept cent cinquante mille à un million de paysans hutus et batwas avait quitté le Nord et fui en direction de Kigali. Les responsables politiques français qui traitaient

à Paris de la question ruandaise avaient évidemment connaissance des massacres interethniques dont souffraient les divers peuples ruandais. Ils savaient aussi que, s'ils s'opposaient aux massacres que souhaitaient perpétrer les Tutsis basés en Ouganda, c'était en soutenant un gouvernement qui en perpétrait lui-même sur une grande échelle.

J'ai pu constater que les responsables politiques qui avaient décidé l'opération Turquoise étaient très inquiets du devenir des dirigeants qu'ils avaient soutenus durant des années. Ils étaient même très nerveux. Ainsi ai-je noté dans mon agenda de l'époque que le 4 juillet la prise de Butare avait été l'occasion de me faire « enguirlander » par le sous-chef opérations de l'état-major des armées. Un message venait de tomber sur notre terminal Entame, venant du PC Turquoise : « Butare est tombé. » Aussitôt, je téléphonai au bureau renseignement de la FAR pour que le rédacteur responsable puisse mettre à jour ses tablettes. Le général Ali, de l'état-major des armées, m'entendit téléphoner et me « passa un poil », m'intimant l'ordre d'annuler ce coup de fil.

— C'est encore moi. Je t'appelle sur ordre du général Ali pour annuler le coup de fil que je viens de te passer.

— Qu'est-ce que ça veut dire ?

— Que l'EMA ne veut pas que Butare soit tombé.

— D'accord. Je viens de mettre ma carte à jour, je ne change rien.

Je fus heureux de voir que mon camarade avait compris. Je jubilais sans savoir les raisons de l'ire des gens de l'état-major des armées devant une situation qui leur échappait. Entre le 4 et le 7 juillet, le sous-groupement spécialisé échangea force messages avec le bureau du COS où le lieutenant-colonel Norbert ne chôma pas. Soudain, j'appris que la mission du Commandement des opérations spéciales au Ruanda était finie. On ne sut jamais ce que devinrent les membres du gouvernement hutu. Certains tombèrent sous la coupe du tribunal pénal international

pour le Ruanda, mais nombre d'entre eux disparurent. On ne les a pas vus au camp de Goma, en tout cas.

De la base aérienne de Goma, en plusieurs occasions, certains m'ont rapporté avoir vu des hommes fatigués qui avaient l'air de journalistes français, embarquer dans des Transall ou des Iliouchine à destination de Bangui ou de Libreville. Ils étaient arrivés en véhicules ou en hélicoptères du sous-groupement spécialisé du COS. Curieux. Les témoins qui m'ont rapporté ces faits étranges appartenaient à l'équipe que j'aurais commandée si mon départ pour le Ruanda n'avait pas été annulé, comme je l'ai raconté plus haut. Aussi, ils eurent à cœur de me renseigner du mieux possible sur ce qu'ils avaient vu eux-mêmes.

Alors, suivant ma mauvaise habitude, j'ai cherché à comprendre. À comprendre ce que le COS avait bien pu faire avec des moyens aussi coûteux au Ruanda, ne restant qu'une partie de la mission, et encore en agissant en marge de la force. Pourquoi a-t-on décidé, au dernier moment, d'étêter le bureau renseignement du général Lafourcade ? J'avais mon idée là-dessus que je pus confirmer en discutant de la question un peu moins de deux ans plus tard avec mon ami Georges Fusil.

### **Une opération qui pose de nombreuses questions**

Le commandement français avait le souci de réduire au strict minimum l'effectif de troupes déployées au Ruanda, et il était donc naturel qu'il écrémât les équipes et cellules pour ne faire partir que les personnes strictement nécessaires. Comme une chaîne de renseignement complète semble avoir été inutile, on peut estimer que l'état-major était parfaitement renseigné sur ce qui se passait au Ruanda. Ou en tout cas qu'il savait parfaitement ce qu'il avait besoin d'en savoir.

Or, au poste que je tenais à la cellule de situation au

centre opérationnel des armées, j'aurais été au courant des messages envoyés par les équipes de transmissions spécialisées de la force d'action rapide à Goma. Pourtant, à ma connaissance il n'est arrivé qu'un seul message opérationnel par le canal de la chaîne Safari. C'est donc que, les autorités politico-militaires étant parfaitement tenues au courant, elles disposaient de renseignement venu par un autre canal que celui qui liait l'état-major du général Lafourcade avec Paris. Mais d'où arrivait-il donc ?

Certes, il y avait bien le système Syracuse grâce auquel le général pouvait s'entretenir directement avec l'amiral chef d'état-major, ou avec son adjoint pour les opérations. La cabine de haute sécurité Syracuse appartient à un réseau militaire français de communications satellitaires chiffrés. Les entretiens téléphoniques sont, bien sûr, indispensables entre hautes autorités, qui peuvent ainsi échanger des informations, donner et recevoir des directives, etc. Mais il faut souvent « mettre en musique » ces directives, en faire des ordres, avec toutes les étapes que cela implique. Et c'est le rôle des états-majors. Dans l'opération Turquoise, j'ai pu constater que l'état-major sur le terrain a été tenu à l'écart de tout un pan de l'opération. En observant le trafic de messages du COS, j'ai mesuré que nous n'étions que des marionnettes en ce qui concernait le déroulement des opérations. Notre seul rôle utile a été de dégager les logisticiens du travail de compte rendu. Ils nous donnaient leurs informations brutes, et nous les transformions en exposés pour le point de situation quotidien. Quitte à mentir sur ordre, comme je l'ai narré plus haut. Le commandement des opérations spéciales semble avoir été le principal interlocuteur opérationnel de l'état-major à Paris. N'avait-il pas la vraie mission, celle à laquelle tenaient les autorités françaises ? L'opération à but humanitaire n'aurait donc été qu'une façade ?

Le poids de la presse déployée sur place est aussi un indice de la manipulation de l'opinion sur le but réel de cette opération. Un incident est symptomatique. Un colo-

nel commandant un élément sur place a eu un jour une parole malheureuse envers les Tutsis en cours de progression vers leurs objectifs. Le 2 juillet s'était produit un échange de tir entre nos troupes chargées de protéger les civils et des Tutsis qui conduisaient leur offensive avec une fureur débridée.

Le colonel en question, interrogé par des journalistes, répondit en suivant les directives de communication qu'il avait reçues. Mais les événements avaient évolué très vite, et ces directives n'étaient plus à jour. Le SIRPA, le service d'information et de relations publiques des armées, était en train de les revoir en urgence, mais trop tard. Il ne fallait plus critiquer les Tutsis parce qu'ils étaient en train de reconquérir le pays et parce que nous avions encore des coopérants très spécialisés à finir d'évacuer.

Or la presse commençait à mesurer l'ampleur des massacres perpétrés par le gouvernement que nous avions soutenu. Elle ne posait pas encore de questions gênantes parce que les journalistes tenaient à leur « accréditation défense », mais on pouvait penser qu'ils engrangeaient des informations et qu'à terme ils en tireraient des conclusions peut-être embarrassantes. Or le colonel avait commis sa bourde médiatique parce que les nouvelles directives de communication ne lui étaient pas parvenues à temps. D'ailleurs, le lendemain, lors de la communication téléphonique par la station Syracuse entre l'amiral et le général Lafourcade, j'entendis le grand chef dire au général : « Et surtout, dites bien à Touzon que je ne lui en veux pas »...

Mais le colonel Touzon prit quand même « un vol bleu », c'est-à-dire qu'il fut relevé de son poste. Il rentra en France et fut remplacé par son second à la tête de son unité en Afrique. Belle affaire pour l'adjoint qui put aller guerroyer pendant que son colonel rongea son frein en France. Relever Touzon ne visait qu'à donner un signe pour ménager l'avenir, signal diffusé par la presse, donc peu suspect de manquer de sincérité aux yeux des télé-

spectateurs : Touzon officiellement désavoué pour avoir critiqué le comportement du FPR, cela signifiait que le gouvernement français ne pouvait être accusé de prendre parti contre ceux qui allaient être les nouveaux maîtres de Kigali. Et surtout qu'on ne pourrait pas accuser la France, qui avait promu l'opération Turquoise, d'avoir trempé dans ce qu'on appelait de plus en plus « le génocide ruan-dais ».

Deux ans après cette lamentable opération Turquoise, j'eus l'occasion de l'évoquer avec le colonel Fusil qui y avait porté la double casquette de chef de la recherche du renseignement et de chef du bureau de renseignement.

### Quelques pistes de réponses

Le colonel Fusil était arrivé avec des moyens spécialisés de recherche pour se mettre à la disposition du chef du bureau renseignement de l'opération Turquoise. Il découvrit alors que les deux officiers supérieurs que devait mettre en place la force d'action rapide ne rejoindraient finalement pas la zone d'opérations, et que ce serait lui qui devrait tenir le poste de chef de bureau. Or, de son propre aveu, il n'était pas préparé à cette mission. Il en avait évidemment les capacités théoriques et intellectuelles, mais il existait des savoir-faire pratiques avec lesquels il n'était pas familiarisé. C'est ainsi qu'il ne découvrit que fort tard l'existence et les possibilités du système de transmissions Safari. Il avait passé un temps fou à envoyer par fax des cartes et croquis qui, en noir et blanc, devenaient illisibles. Personne à Paris ne s'en émouvait, parce que manifestement les autorités recevaient les informations nécessaires par un autre canal. Lequel ? le COS, sans doute, mais peut-être d'ailleurs...

J'ai raconté plus haut que des témoins sur place avaient remarqué des voyageurs insolites dans les appareils militaires. À leur arrivée en France, ces passagers quittaient

discrètement les aéroports militaires. Mission finie, sans doute.

Nous avons été nombreux à conclure que, selon toute vraisemblance, ces Européens étaient les derniers coopérants à avoir quitté Kigali après le déclenchement de l'offensive victorieuse du Front patriotique ruandais qui provoqua la chute du gouvernement hutu. Mais, ce qui est plus intrigant, c'est qu'ils n'ont sûrement pas quitté Kigali sans être accompagnés par des membres du gouvernement qu'ils avaient assistés techniquement pendant plusieurs années. Or où sont-ils passés, ces Ruandais ? On ne les a pas vus à Goma où ils auraient risqué d'être reconnus. Certains d'entre eux ont effectivement été déferés devant le tribunal pénal pour le Ruanda, mais il s'agissait en général de lampistes. D'autres, qui selon toute vraisemblance auraient risqué de faire des révélations gênantes, paraissent avoir disparu entre Kigali et l'endroit où ils auraient pu être sauvés par les forces françaises de l'opération Turquoise. Mais qu'en auraient-elles fait ?

Il aurait fallu leur donner des ordres particuliers d'évacuation. Vers où, puisque ces anciens fonctionnaires ou politiciens hutus n'avaient d'autres papiers d'identité que ruandais et qu'ils commençaient à « sentir le soufre » depuis les révélations de la presse. On ne pouvait pas leur faire prendre l'avion vers la France par des lignes civiles, ni les évacuer par des avions du commandement du transport aérien militaire, comme on l'avait fait entre le 17 et le 19 avril pour la famille et les fidèles du président Habyarimana. Un tel débarquement de Ruandais aurait trop suscité de questions. Depuis la découverte des crimes commis par le gouvernement hutu, il n'était plus possible d'accueillir des personnes qui risquaient d'être inculpées et qui auraient sans doute dénoncé le rôle de certains Français afin de se disculper. En outre, les rotations d'appareils logistiques vers Paris depuis Bangui, Douala et Kisangani étaient assurées, on s'en souvient, par les équipages russes et ukrainiens. Auxquels on pouvait difficile-

ment confier des petits secrets français... Comment se fait-il encore que les milices tutsis et les troupes du Front patriotique ruandais n'aient pas trouvé, errant dans les collines, ces gens qu'ils souhaitaient torturer et massacrer à leur tour ? Surtout que nombre de gens étaient prêts à les dénoncer, soit pour se venger, soit pour se disculper ; on sait bien comment les choses se passent dans chaque période d'« épuration ». Autant de questions clés. Dont les réponses pourraient être intéressantes pour connaître le vrai rôle des gouvernements français pendant les trois ans que dura l'opération *Noroît*, de 1990 à 1993, et surtout pendant la période de coopération entre la France et le Ruanda de la fin de *Noroît* jusqu'au 4 juillet 1994, date à laquelle j'ai senti que nos autorités lâchaient, un peu à contrecœur, leurs anciens alliés.

Le 7 ou le 8 juillet, alors que l'opération *Turquoise* n'allait s'achever que le 21 août, j'appris que le COS démontrait son dispositif et rentrait sur la France, mission terminée. Parallèlement, les hautes autorités militaires retrouvèrent toute leur sérénité. Plus de fébrilité avant les points de situation quotidiens devant le ministre, lesquels furent remplacés par des notes mises à son courrier. Manifestement, tout le monde était soulagé. Comme si une grave menace avait cessé de peser.

Le 8 juillet 1994, ma mission au centre opérationnel des armées s'acheva. J'en profitai pour rédiger une fiche d'état-major traitant du déploiement de la force *Turquoise*. Elle comportait des données chiffrées et des tableaux de montée en puissance, en personnel et en matériel. Avec des éléments réels et non des chiffres édulcorés puisque ce document était à destination des seuls militaires. En lisant cette fiche, on se rendait bien compte de la priorité de moyens dont avait bénéficié le COS.

Qu'avait exactement été chargée de faire cette unité durant les trois premières semaines de l'opération ? Quelle fut sa part dans l'évacuation de nos derniers coopérants ? Pourquoi ces derniers étaient-ils restés sur place après

l'opération Amaryllis du mois d'avril 1994 ? Où sont passés les fonctionnaires ruandais qui ont disparu au moment de l'opération Turquoise ? Pourquoi la France est-elle intervenue seule et à ses frais dans une opération de l'ONU où les Américains se sont tout de même montrés à la fin, se contentant de parachuter du ravitaillement sur Kigali ? Pourquoi la France a-t-elle promu au Conseil de sécurité de l'ONU une opération si ses ressortissants avaient été évacués deux mois plus tôt ?

Ah, oui ! Les idées humanitaires, bien sûr. Mais une coalition avec les États-Unis aurait aussi bien convenu. Parmi les militaires qui ont eu à traiter de l'affaire, nous sommes nombreux à avoir des doutes.

D'autant que le capitaine Maréchal, notre rédacteur chargé de l'Afrique noire au bureau renseignement de la force d'action rapide, avait évoqué un événement bizarre, lors d'un point de situation à la FAR plusieurs mois auparavant. À cette époque, il y avait un embargo sur les armes à destination du Mozambique. Or, au nord de ce pays, au large des côtes de la Tanzanie, un bateau militaire français avait identifié un cargo chinois sur le pont duquel se trouvait manifestement un chargement ressemblant à de l'armement. Que pouvait-il avoir dans ses soutes ? Mais le commandant français reçut de Paris l'ordre de ne pas prendre en chasse ce cargo chinois qui s'était remis en route à l'arrivée du navire de la « Royale ».

Au même moment, la situation était fort instable en Angola où le président Dos Santos devait faire face à l'insurrection des rebelles de Jonas Savimbi. Lequel avait besoin d'armes. Or il était fort difficile de lui en livrer par les côtes angolaises. En revanche, on aurait pu concevoir un débarquement d'armes sur les côtes tanzaniennes et un acheminement par voie terrestre à travers le Ruanda et le sud du Zaïre, ou encore en passant par le Burundi et le sud du Zaïre. Le commerce des armes est fructueux dans ces régions. Quand on est en colère on l'appelle *trafic* ; mais un pays comme la France n'a pas de leçons à donner

dans ce domaine. Elle a été tout à fait capable de recevoir le président Dos Santos en visite d'État, pendant que d'un autre côté elle fournissait des armes à Jonas Savimbi. Il ne s'agissait d'ailleurs pas d'armes françaises. Les rebelles de tous les pays préfèrent la kalachnikov aux modèles plus sophistiqués. À ce propos, il serait intéressant de savoir ce que sont devenues les milliers de kalachnikov que la force Daguet avait rapportées du Golfe au titre de « prises de guerre » et qui, régulièrement entrées en France, ont été mises dans des dépôts...

Cette histoire de cargo chinois s'était passée bien avant notre intervention au Ruanda, à une époque où le dispositif Noroît, encore en place, contribuait à maintenir l'ordre dans ce qui avait été à une époque ancienne la « Suisse de l'Afrique ». Et le calme qui régnait dans ce pays, ainsi qu'au Burundi où les Français étaient également très présents, semblait une garantie de sécurité pour l'acheminement des denrées « sensibles » d'un océan à l'autre. D'autant qu'un embargo n'est en général rien d'autre qu'un blocus raté.

Les eaux troubles de la politique de coopération en Afrique ont tendance à donner la nausée à plus d'un honnête homme. L'accélération de l'histoire récente et les efforts de transparence d'institutions judiciaires lassées par les dérives d'officines gouvernementales dévoyées pourraient bien lever des lièvres que quelques acteurs de la vie politique ne pourront plus étouffer. Notamment parce qu'ils perdent de plus en plus de leur autorité devant la puissance de grands groupes économiques.

Il n'est pas de secret que le temps ne révèle.